

L'INFLUENCE TURQUE EN ASIE CENTRALE APRÈS 1991

Peut-on parler de la naissance ou de la renaissance d'un Turkestan ?

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant-colonel Benoît de LA RUELLE
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Asie centrale »**

Directeur : Monsieur Arnaud KALIKA

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'influence turque en Asie centrale après 1991
2. 2005_memoire_geop_Turquie/Asie centrale_de LA RUELLE
3. Lieutenant-colonel, armée de Terre, de LA RUELLE Benoît, France
4. 10 mars 2006
5. Division A – groupe A1
6. Mémoire de géopolitique
- 7. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a permis à de nombreuses puissances de prendre pied en Asie centrale. Arguant d'une proximité linguistique, malgré une évolution historique divergente depuis plus de huit siècles, la Turquie s'est précipitée dans cette nouvelle aire en vue d'y augmenter son influence. Utilisant des armes et une stratégie propres à la guerre froide, rencontrant des résistances et des rivalités elle a vite été confrontée à des désillusions. Ce n'est qu'en axant sa politique étrangère sur des normes presque exclusivement culturelles qu'elle a rencontré un succès certain et pu augmenter son influence dans cette partie du monde.**
8. Turquie, Asie Centrale, Turkestan, turcophonie, culture

**L'influence turque en Asie Centrale après 1991
Peut-on parler de la naissance ou de la renaissance du Turkestan ?**

SOMMAIRE

**PREMIÈRE PARTIE : L'UTILISATION DES MOYENS TRADITIONNELS DE
PUISSANCE ENTRAÎNE LA TURQUIE VERS DES DESILLUSIONS**

Une démarche volontariste visant à instaurer un leadership

Ce rêve d'influence se heurte à de nombreuses difficultés

DEUXIÈME PARTIE: L'UTILISATION DE LA CULTURE COMME SOFTPOWER

La culture comme élément déterminant de la nouvelle politique étrangère turque

Une véritable machine de guerre culturelle

La projection et l' institutionnalisation des normes culturelles turques à l'étranger favorisent
les intérêts politiques et économiques

L'influence turque en Asie Centrale après 1991

Introduction

Dés le VI^e siècle de notre ère les peuplades turques originaires de l'Altaï en Sibérie orientale se mettent en route vers l'ouest. Ces tribus guerrières et nomades se heurtent à d'autres civilisations au cours de leur migration : les Chinois, les Persans, les Arabes, et finalement les Byzantins. Au cours de batailles ils augmentent leur influence mais empruntent aussi des éléments aux civilisations rencontrées : la religion aux Arabes au X^e siècle, des tournures linguistiques à la Perse par le biais de la dynastie turque des Seldjoukides... Ces différentes peuplades turques s'établissent au cours de leur migration sur les territoires conquis : ainsi les Turcs s'ouvrent la voie de l'Anatolie en battant les Byzantins à Manzikert en 1071 et s'établissent ainsi aux portes de l'Europe à la fin du XI^e siècle.

La construction de l'Empire ottoman s'effectua à partir du XIII^e siècle et s'écroula par le biais de la Première Guerre mondiale mais cette construction politique ne rassemblait pas, loin s'en faut, toutes les populations turcophones. A l'époque ces populations turcophones étaient sous l'influence mongole puis russe et enfin soviétique.

En effet, ces républiques aujourd'hui indépendantes d'Asie Centrale : Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan (non le Tadjikistan), ainsi que la région la plus occidentale de la Chine, le Xinjiang peuplé d'Ouïgours (Ouïgours), mais aussi le nord de la chaîne du Pamir en Afghanistan sont turcophones mais aucun de ces territoires n'a appartenu à l'Empire ottoman de la chaîne du Pamir en Afghanistan, mais ces régions ou pays n'ont pas appartenu à l'Empire ottoman.

Dans les années 1920, la Russie soviétique confirme son emprise sur ces territoires et remodèle les frontières internes, rendant un peu plus difficile les problèmes au moment des indépendances. La république turque est proclamée en 1923, mais pendant l'ère soviétique la présence turque en Asie centrale est totalement nulle. Cette aire géographique est la chasse gardée de l'influence russo-soviétique et constitue à ce titre une des zones les plus fermées de la planète. Ce paysage resta figé jusqu' en 1991.

Mais les Turcs de Turquie n'ont jamais oublié d'où ils venaient : le dirigeant Jeune Turc¹ Enver Pacha voulut réaliser son rêve panturkiste et il mourut à Boukhara en 1920. Atatürk lui-même, malgré son désir de ressembler à l'Europe mania le paradoxe avec habileté et savait émailler son discours de

¹ L'idéologie panturque eut assez tardivement prise sur le Comité Union et Progrès et sur les Jeunes Turcs, dont le *credo* officiel demeura longtemps l'ottomanisme, même un certain temps après 1908-1909. Le slogan de l'ottomanisation cachait cependant mal le mouvement de turquification ou de redécouverte de la turcité. Notons qu'il s'agit du seul moment où l'idéologie panturkiste est portée par un État et encore, il s'agit d'un État qui se lézarde. Dans les autres séquences historiques, elle est plutôt assumée par des réseaux d'intellectuels, par des organisations politiques marginales ou encore par des individus (Enver Pacha). Olivier Roy remarque, d'ailleurs, que le panturkisme est, historiquement, une idéologie de "perdants".

références au panturkisme. Plus tard ce discours visant à réunifier tous les turcs de la planète fut l'apanage de l'extrême-droite turque et ce discours rencontra un vif succès.

Comment dès lors, ce rêve de la Turquie de jouer un rôle central dans ces républiques turcophones s'est-il concrétisé en 1991 lorsque s'écroula l'Union Soviétique ? La Turquie avait-elle et a-t-elle aujourd'hui les moyens de réaliser ce rêve ? Qui ce rêve peut-il gêner et qui aurait tendance à le favoriser ? Quels est le meilleur moyen d'y parvenir ?

En 1991, l'éclatement de l'Union soviétique donna naissance en Transcaucasie et en Asie centrale à six nouvelles républiques partageant avec la Turquie un héritage historique et ethnoculturel commun. La brusque apparition de ce nouveau pôle géopolitique constitua un bouleversement majeur pour Ankara. L'émergence de six États musulmans ouvra à la Turquie de vastes territoires habités par des coreligionnaires turcophones lui offrant l'opportunité historique sans précédent de les utiliser pour obtenir des gains politiques, économiques et psychologiques. Le 1^{er} septembre 1991, devant la Grande Assemblée Nationale Turque, le président turc Turgut Özal appelle ainsi ses concitoyens à ne pas "manquer cette chance qui se présente pour la première fois depuis 400 ans » . Euphorique mais maladroite, la Turquie tente dès 1991 d'imposer son leadership aux nouvelles républiques en se présentant comme le grand frère, le modèle à suivre. Pour cela, elle utilise les moyens traditionnels de la puissance sans réaliser que ces moyens qu'elle possède d'ailleurs mal ne sont plus adaptés à la nouvelle ère qui s'ouvre, ce qui explique les désillusions initiales. Face à ces désillusions vite analysées elle recentre sa politique, à l'image des autres puissances, sur l'utilisation de « softpower », principalement la culture, et compte beaucoup sur la sphère privée jusqu'aux plus petits niveaux pour augmenter son influence.

I. L'UTILISATION DES MOYENS TRADITIONNELS DE PUISSANCE ENTRAÎNE LA TURQUIE VERS DES DESILLUSIONS

La période de la guerre froide a été marquée par l'affrontement direct et indirect de deux superpuissances par des moyens qu'on peut qualifier de traditionnellement liés à la puissance : interventions politiques, course aux armements, puissance économique, compétition idéologique visant à imposer un modèle de société. C'est plutôt cette voie, à son échelle bien sûr, que tente maladroitement la Turquie d'appliquer pour augmenter son influence en Asie Centrale à partir de 1991.

11. Une démarche volontariste visant à instaurer un leadership

111-La doctrine du panturkisme²

Par le biais de la doctrine panturkiste visant à réunir toutes les populations d'origine turque et dont elle considérait qu'elle devait légitimement en assumer la direction, la Turquie tenta d'imposer son leadership aux nouvelles républiques.

1111-Lors des indépendances, c'est avec un *a priori* panturkiste que s'est affirmée la politique étrangère de la Turquie en Asie centrale. Pour accompagner l'action politique d'Ankara dans les nouvelles républiques indépendantes, il convenait donc de mettre à l'honneur la turcité, comme lien unifiant, d'une manière apparemment naturelle, la Turquie aux autres peuples de langue *türk*. Nous touchons ici à la thématique panturkiste. Or le terme de " panturkisme " avait reçu une connotation négative en Occident et avait servi d'épouvantail dans la propagande soviétique³. Le kéralisme privilégiant les bonnes relations avec l'URSS avait préféré se taire sur cette question. Et la seule crainte d'être accusé de panturkisme avait empêché la formation d'une analyse et d'un discours de gauche sur le monde turcophone. Le panturkisme devint alors l'apanage de la droite, et se développa davantage dans le cadre du nationalisme turc. Le discours sur les *Türk* de l'extérieur fut alors marqué par deux caractéristiques essentielles : exaltation d'un monde *türk* dont le noyau serait la Turquie et anticommunisme. Pour redonner sa grandeur à la Turquie, les panturkistes proposèrent à l'opinion une " solution " même s'il peut sembler simpliste d'employer ce mot. Celle-ci se présentait comme une solution nouvelle, qui permettait d'espérer, au moment justement où les autres tentatives traînaient ou avaient échoué : la place de la Turquie dans l'OTAN n'était plus ce qu'elle était, la Communauté européenne était réticente à lui ouvrir ses portes et le Moyen-Orient tissé d'inimitiés. La fin de l'URSS redonnait une vigueur nouvelle aux idées panturkistes et ouvrait d'autres horizons, d'autres possibilités : celles d'un grand monde *türk* conçu, dans l'esprit de certains en tout cas, comme une grande Turquie. Pour cela, il fallait que le gouvernement engage une politique volontariste. Toucher l'opinion de plus en plus largement pour l'amener à ses thèses, telle fut la principale stratégie du mouvement panturkiste. Ses partisans exploitèrent tous les thèmes qui pouvaient sensibiliser ou émouvoir la population. L'essentiel de l'argumentation s'articulait sur deux points. Il fallait justifier

² Un certain nombre de distinctions liminaires s'impose pour éviter toute confusion. Le panturkisme (*türkçülük* en turc) doit être ainsi distingué du touranisme (ou pantouranisme), notion plus large (plus floue aussi) qui fait référence au Turan, un plateau mythique d'Asie centrale " redécouvert " par la turcologie hongroise du milieu du 19^e siècle et d'où seraient originaires, selon les pantouranistes, tous les peuples *türk* y compris les Finnois, Estoniens, Hongrois ou Yakoutes. Dans une autre acception, le terme de pantouranisme figure seulement l'unification des peuples *türk* d'Asie centrale. Ces précisions doivent beaucoup à l'article " panturquisme " de Jacob M. LANDAU dans *l'Encyclopédie de l'Islam* : (2^e édition), Leyde & Paris, J. Brill et G.-P. Maisonneuve.

³ Signalons que personne ne se réclame comme panturkiste depuis que cette idéologie existe. Les panturkistes se définissent la plupart du temps comme *türkçü* (turkiste) ou *ülkücü* (idéaliste). En Turquie, le terme *türkçülük* a désigné et continue de désigner les courants politiques attachés à la solidarité fondée sur la turcité. Rares sont les articles écrits dans une langue turque qui parlent de panturkisme, la connotation péjorative de cette notion ayant perduré.

l'existence d'un combat à mener et imposer comme une évidence le rôle de meneur que la Turquie devait jouer. Pour que les Turcs se sentent concernés, ces autres peuples devaient leur paraître proches, être des leurs. Voilà pourquoi ils furent appelés “ frères *türk* ” ou “ frères musulmans ”.

Au début des années 1990, le discours panturkiste était peut être celui d'une minorité mais il occupait le devant de la scène et ne pouvait manquer de marquer l'opinion publique. Il fit feu de tout bois. Il devint en fait le discours dominant en ce sens qu'il se mit à imprégner le discours de personnalités politiques qui ne se réclamaient pas de cette tendance. Ainsi, si les responsables politiques en charge du pays n'étaient pas, eux-mêmes, issus de ce mouvement et de l'extrême droite, ils en avaient cependant assimilé la logique. Au début des années 90, l'optique panturkiste était benoîtement différente. Pour ces cercles proches du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* ou *Parti du Mouvement nationaliste*), les “ Turcs ” d'URSS avaient été russifiés pendant toute l'époque “ russe ” ; ils avaient même oublié qu'ils étaient Turcs. Il fallait donc le leur rappeler. Et ce ne pouvait être qu'à la Turquie de le faire.

1112-Consciente des bénéfices et du pouvoir qu'elle pouvait en retirer, l'élite dirigeante turque se laissa séduire par le discours panturkiste, à l'instar du Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, dont la formule appelant à la création d'“un monde turc de l'Adriatique à la muraille de Chine” fit couler beaucoup d'encre. Encouragés par leurs alliés, qui craignaient un basculement de l'Asie centrale turcophone dans l'orbite de l'extrémisme musulman, mais surtout peu au fait des réalités d'une région longtemps isolée du reste du monde, les officiels turcs ont à un moment cru en la possible émergence d'un “arc turcophone” et ainsi adopté un discours aux accents un peu équivoques. Ce discours, jusque-là propre aux mouvements panturkistes plus ou moins fascistes, avait, certes, été vidé de son contenu agressif et irrédentiste mais il n'en restait pas moins maladroit. S'il ne provoqua pas trop, dans un premier temps, les susceptibilités des dirigeants centre-asiatiques, trop heureux de pouvoir s'émanciper – ne serait-ce que symboliquement – de la tutelle russe, il finit par les incommoder une fois les indépendances plus fermement assurées

112. L'exploitation forcenée d'un contexte politique particulier

Dans un contexte de fin de guerre froide, l'indépendance des États turcophones d'Asie Centrale est considérée à Ankara comme un véritable don du ciel. Le scepticisme lié à la sortie de la bipolarité cède la place à l'assurance de pouvoir bâtir un « monde turc allant de l'Adriatique à la muraille de Chine ». Allant vite en besogne, la Turquie s'engage, malgré la fragilité de son économie et de ses institutions, à soutenir ces États dans leur transition économique, la formation de leurs nouvelles élites, leur ascension sur la scène internationale et leurs réformes politiques. Cet intérêt pour l'Asie centrale relève du sursaut quasi-révolutionnaire dans l'histoire de la jeune république turque et s'inscrit en porte à faux du dicton kémaliste : les Turcs ont toujours avancé de l'Est vers l'Ouest.

Le côté donneur de leçon et un complexe de supériorité naïvement affiché suscitèrent le premier rejet⁴. Ces attitudes étaient en effet à mille lieux de la culture de “distanciation” centre-asiatique. Les Turcs furent souvent, dans un premier temps, assimilés aux ressortissants des autres puissances présentes, de nouveaux colons, sans toutefois pouvoir bénéficier du prestige d’une grande puissance. Aussi, dans les premières années le modèle social turc, sa culture religieuse et politique restèrent-ils étrangers aux centre-asiatiques et n’avaient-ils pas le pouvoir de fascination de la culture américaine. Sur le plan politique, la Turquie fut le premier pays à reconnaître l’indépendance des nouvelles républiques. Elle institua les sommets de la turcophonie dont les deux premiers en 1992 et 1994 se tinrent en Turquie⁵. Elle fit valoir son économie, la présenta comme un modèle, forcément très attractif pour les ex-soviétiques qui voyaient dans les seuls noms de capitalisme et de lois du marché le remède à leur économie désorganisée. Le président ouzbek Islam Karimov déclarait même, en 1992, que seule la voie turque convenait à l’Ouzbékistan.

Mais bientôt à Bichkek, Achkhabad, Almaty ou surtout à Tachkent, on n’hésita pas, dans les cercles proches du pouvoir, à s’émouvoir des manières du nouveau grand-frère turc. La diplomatie turque, très mal préparée, commit inévitablement d’autres erreurs, comme, pour ne citer qu’un exemple, de tenter d’obtenir des républiques centre-asiatiques la reconnaissance de la République turque de Chypre. De manière générale, les dirigeants turcs ont conçu une politique trop ambitieuse, bien au-dessus des moyens d’un pays à l’économie dynamique mais surendettée. Les demandes en capitaux, expertises et investissements nécessaires pour accompagner les indépendances et les réformes ne pouvaient être raisonnablement satisfaites par la seule Turquie. Manquant de réalisme, les dirigeants turcs oubliaient aussi qu’ils n’étaient pas les seuls acteurs s’intéressant à l’Asie centrale et que liens linguistiques et culturels ou pas, d’autres pays étaient parfaitement en mesure de concurrencer la Turquie dans la région.

12. Ce rêve d’influence se heurte à de nombreuses difficultés

Surestimant la parenté entre les Turcs de Turquie et les populations turciques d’Asie centrale, sous-estimant le rapport de forces internationales se mettant en place ainsi que l’attachement des peuples centrasiatiques aux entités nationale héritées du découpage territorial opéré par les Soviétiques au début du siècle, la politique turque n’a pas rencontré le succès escompté dans sa tentative visant à exercer un leadership sur les nouvelles républiques d’Asie Centrale.

⁴ Le président ouzbek Islam Karimov fait référence dans un de ses discours devant le *Oliy Majlis* (Parlement ouzbek) à ses nouveaux grand-frères. Voir Anthony HYMAN, “Turkestan and Panturkism Visited”, *Central Asian Survey*, 1997, n° 16, pp. 339-351.

⁵ Pour ces deux premiers sommets on peut consulter : Gareth WINROW, *Turkey in Post-Soviet Central Asia*, Londres, The Royal Institute of Internal Affairs, Londres 1995 ; les articles du *Monde*, 21 octobre 1994 et de *La Croix*, 25 octobre 1994, ainsi que l’article de Sami KOHEN in *Milliyet*, repris dans *Courrier International*, 3 novembre 1994.

121-La Turquie n'a pas les moyens de sa politique

Ni politiquement, ni financièrement la Turquie n'a eu les moyens de ses ambitions. Et pour cause, après la relative stabilité de la période Özal, la Turquie a connu une forte instabilité financière mais aussi politique au cours de la décennie 90 inaugurée par la première guerre du Golfe dont la Turquie a eu beaucoup à souffrir financièrement.

Un bon moyen de mettre en évidence les à-coups puis lesaggiornamentos de la politique de la Turquie en Asie centrale (la révision de ses ambitions aussi) est de dérouler le scénario des différents sommets de la turcophonie tenus depuis la dislocation de l'Union soviétique. Censés formaliser l'avènement et institutionnaliser une solidarité d'un monde *türk* s'étendant, selon la formule de Süleyman Demirel, de l'Adriatique à la muraille de Chine, entre la Turquie et les cinq républiques turcophones ex-soviétiques, les six sommets réunis entre 1992 et 2000 ont surtout formé la caisse de résonance des tâtonnements d'une diplomatie turque bien mal préparée pour ce bouleversement géopolitique. Progressivement réduits à de simples enceintes déclaratoires dans lesquelles rien de vraiment concret ne s'est jamais décidé, ces conciles se sont invariablement conclus sur le plus petit dénominateur commun : l'affirmation de l'importance des liens culturels et historiques, sans que ce discours ne se prolonge dans un projet politique ou dans une institutionnalisation de cette proximité. Le rêve d'une institutionnalisation plus poussée, un temps formé par Ankara, s'est en effet évanoui devant les réticences des républiques turcophones.

Les faibles capacités financières de l'État turc ne semblaient pas lui permettre de jamais développer une action à la hauteur de ses ambitions géopolitiques propres. Dans un tel contexte, le rêve de la Turquie de voir se dessiner une aire d'influence et de coopération économique et politique privilégiée avec les pays d'Asie centrale semblait devoir s'évanouir aussi vite qu'il était apparu. Les Turcs furent souvent, dans un premier temps, assimilés aux ressortissants des autres puissances présentes, de nouveaux colons, sans toutefois pouvoir bénéficier du prestige d'une grande puissance. Aussi, dans les premières années le modèle social turc, sa culture religieuse et politique restèrent-ils étrangers aux centre-asiatiques et n'avaient-ils pas le pouvoir de fascination de la culture américaine.

Dans le domaine du soutien aux étudiants des républiques invités à étudier en Turquie, des premiers signes de faiblesse apparurent dès 1994. Les journaux *Zaman* et *Türkiye* attirèrent alors l'attention de leurs lecteurs sur la situation difficile des étudiants hôtes: il fallait leur venir en aide car le gouvernement ne faisait pas assez pour eux⁶. À la mi-1995, deux autres quotidiens évoquèrent la question sous un jour tout aussi défavorable : *Cumhuriyet* pour parler du " fiasco des étudiants turciques " ; *Sabah* pour souligner les dépenses excessives entraînées par les étudiants en question. De

⁶ Pour un bilan détaillé des échanges éducatifs entre la Turquie et les républiques turcophones, voir le rapport établi par le ministère de l'Éducation nationale, *Cumhuriyetin 75'inci Yil Dönümünde Türk Cumhuriyetleri Türk ve Akraba Topluluklari ile Egitim liflkilerimiz*, Ankara, Milli Egitim Bakanligi Yayinlari, 1998, 143 p ve *Akraba Topluluklari ile Egitim liflkilerimiz*, Ankara, Milli Egitim Bakanligi Yayinlari, 1998, 143 p

fait, de nombreux étudiants ont dû rentrer dans leur pays pour des raisons financières. Les bourses du gouvernement turc ne leur permettaient pas de vivre correctement – signe patent de l’incapacité de la Turquie à prendre la tête d’un aussi vaste ensemble que “ le grand monde turc ”. Quoiqu’il en soit, il semble bien que la population turque n’était pas prête à consentir un tel effort.

Sur le plan commercial, Ankara qui n’en avait pourtant pas les moyens affichait des projets audacieux: oléoducs pour donner aux hydrocarbures d’Asie centrale un débouché sur l’Europe tout en contournant la Fédération de Russie; construction de voies de communication (routières ou ferroviaires). Les difficultés de réalisation d’une liaison routière Ankara-Pékin sont notamment très vite apparues, vue la longueur du trajet, et les ambitions ont été revues à la baisse. Dans ce domaine aussi les désillusions ont été grandes car les nouvelles républiques cherchaient à se doter d’un outil de production qui puisse les rendre autonomes pour exploiter leurs richesses naturelles alors que les Turcs recherchaient des marchés pour écouler leur production. Ainsi, pour ce qui est de l’équipement industriel, la Turquie n’a pas pu rivaliser avec les pays occidentaux.

122-Les ambitions des autres puissances présentes en Asie Centrale

Dans son rêve d’expansion vers cette zone turcophone, la Turquie connaît la compétition avec de nombreux Etats, ennemis ou amis traditionnels. Les intérêts croisés et contradictoires des différents acteurs conduisent à une recomposition continue et parfois surprenante des alliances sur le terrain.

La dislocation de l’empire soviétique, en 1991, fut perçue comme l’avènement d’un « nouveau grand jeu », impliquant, cette fois-ci, des acteurs nouveaux comme l’Iran, la Turquie, la Chine, l’Arabie Saoudite et même l’Inde mais aussi des pays occidentaux au premier rang desquels les Etats-Unis bien sûr. Nourrissant, à des degrés divers, l’ambition de combler le vide laissé par Moscou afin de défendre leurs propres intérêts, ces États se sont engagés dans une course à la suprématie régionale ou du moins ont-ils manifesté leur détermination à s’imposer dans cette région d’une grande richesse culturelle, économique et énergétique qui constitue également le « heartland » cher à Mackinder.

1221-Les relations russo-turques en Asie Centrale sont dominées par deux éléments : Turcs et Russes sont des ennemis héréditaires mais dans la conjoncture actuelle, la Russie est le premier partenaire commercial de la Turquie, ce qui explique les intérêts tantôt convergents tantôt divergents de ces deux acteurs dans la zone considérée.

A la fin de l’Union soviétique, le discours panturkiste et donc antirusse put trouver un public particulièrement réceptif en Turquie, en raison de sentiments répandus dans la population à l’égard de cette puissance du nord. La Turquie a pu s’appuyer sur un contexte géopolitique favorable tant du côté des États centre-asiatiques, que des grandes puissances occidentales comme une évidence. En effet, les points évoqués, discours interne d’exaltation et anti-russe, constituaient deux aspects essentiels du mouvement en Turquie. Ils permettent de formuler l’idée fondamentale qui motivait le panturkisme, sans forcément qu’elle soit exprimée ainsi par les acteurs considérés: la Turquie doit (re-)devenir une

grande puissance, et se construire comme telle contre la Russie. Il n'en reste pas moins que le ton adopté lors du deuxième sommet de la turcophonie à Istanbul en 1994 était suffisamment assuré pour que la Russie réagisse assez vivement. Par l'entremise du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Moscou mit en garde contre toute résurgence du panturkisme, indiquant que si la "*Russie n'était pas opposée à la tenue de réunions conformes aux règles internationales, elle ne masquait pas son inquiétude devant un sommet organisé sur fond ethnique et susceptible d'alimenter les conflits dans l'ex-Union soviétique*". Joignant le geste à la parole, Eltsine convoqua en urgence un sommet de la CEI qui se réunit dans la foulée de la réunion d'Istanbul.

Si s'affranchir de la tutelle russe était donc sans aucun doute l'un des objectifs prioritaires des gouvernements azéri, turkmène ou kazakh, c'est également un vœu pieux : les enjeux régionaux sont tels que la Russie ne saurait renoncer aussi facilement à l'influence qu'elle exerce depuis plusieurs siècles dans cette région considérée par les Russes comme faisant à présent partie intégrante de leur "étranger proche". Tandis que Moscou se résout difficilement à voir décliner peu à peu son influence dans les républiques caspiennes, les gouvernements azéri, kazakh ou turkmène ont d'emblée pris le parti de s'en remettre aux Occidentaux afin de trouver une parade à la dépendance multiforme qui caractérise leurs relations avec la Russie. Par voie de conséquence, le leadership de la Russie dans la région est de plus en plus contesté.

Cependant, dans ses relations avec la Russie, la Turquie doit prendre en compte ses excellentes relations commerciales avec son grand voisin du Nord. Ces dimensions ont depuis plusieurs années dépassé le niveau du commerce de valises et les investissements réciproques sont très nombreux. Aujourd'hui, la Russie est le premier partenaire commercial de la Turquie⁷.

Considérations historiques, stratégiques et économiques visent à ce que la Turquie ne provoque pas la Russie dans cette région. Toutefois elle a su et sait encore tirer parti de l'effacement au moins temporaire de la Russie dans son habituelle zone d'influence.

1222-Pour les Etats-Unis, le monde turcophone sera demain l'un des pivots essentiels de la politique américaine en Eurasie. En effet, pour les Etats-Unis, la construction européenne s'inscrit, depuis les origines, dans un projet transatlantique, lui-même moteur d'une mondialisation économique et idéologique américaine. L'alliance avec la Turquie a été pensée à l'époque où la Russie soviétique menaçait d'unifier sous la botte communiste l'Europe entière. Depuis 1990, l'idée euro-atlantique a pour adversaire central non plus la Russie mais la Chine, puissance émergente qui promet de devenir, à mi-chemin de ce siècle, un géant économique et stratégique. Pour construire ce bloc stratégique anti-chinois, l'Amérique a besoin d'une Union eurasiatique. Le véritable guide des élargissements

⁷ Qu'il suffise de noter ici que, depuis 1988, la Turquie importe autour de 55-60 % de son gaz naturel de Russie (source : secrétariat d'État au commerce extérieur turc). Avec la mise en service, dans l'avenir, du blue stream (gazoduc sous-marin Russie - Turquie) et la consommation exponentielle de gaz en Turquie, les volumes sinon ces proportions devraient considérablement augmenter.

européens est l'OTAN : la Turquie est une de ses forteresses militaires, tandis que les pays d'Asie centrale, entre autres, se trouvent en phase préparatoire à l'intégration (Partenariat Pour la Paix)⁸. Durant des siècles, l'Asie turque, le monde russe et le monde chinois se sont affrontés. Désormais Washington veut mettre Européens, Turcs et Russes dans son camp face à la Chine, tout en jouant l'arbitre entre ces trois civilisations en quelque sorte prisonnières du schéma transatlantique. Dans le domaine des hydrocarbures, l'axe Washington-Ankara repose sur une communauté d'esprit par rapport aux objectifs stratégiques poursuivis tant par les États-Unis que par la Turquie dans la Caspienne. Il répond sans doute également à la volonté manifeste de l'administration américaine de maintenir l'Iran à distance des évolutions en cours dans la Caspienne. Les événements consécutifs aux attentats de septembre 2001 ont permis aux États-Unis d'affirmer encore davantage leur présence en Asie centrale (Enduring Freedom et l'OTAN en Afghanistan, bases de soutien notamment en Ouzbékistan) et les événements d'Andijan du printemps 2005, s'ils entraînent la disparition de la présence américaine dans ce pays, n'indiquent pas forcément un repli global de la position américaine dans la région.

1223-L'Iran, quant à elle s'emploie à tenter de faire valoir sa position géographique comme couloir naturel d'approvisionnement et d'évacuation de ressources et de produits entre l'Asie Centrale et le golfe arabo-persique. Elle essaie de créer un effet de synergie économique reposant sur la mise en évidence de nombreuses complémentarités, faute de disposer de ressources financières suffisantes pour investir massivement dans la région. La carte maîtresse de l'Iran réside dans la réponse que peut apporter le pays à la problématique du désenclavement : la route iranienne est en effet considérée par tous comme la voie d'évacuation la plus directe, la plus rapide et la moins coûteuse du pétrole et du gaz produits dans les républiques caspiennes. Or les mutations qui prennent forme dans le bassin caspien apparaissent comme une occasion inespérée donnée à Téhéran de sortir de son isolement et de se réintégrer dans le jeu régional. Les Iraniens se sont bien gardés de lancer en direction des républiques caspiennes une grande croisade révolutionnaire et ont adopté une approche pragmatique visant à établir des relations étroites avec les républiques caspiennes et à neutraliser la dimension anti-iranienne de la politique américaine dans la région. Toutefois, en raison de la position américaine actuelle, l'Iran ne peut pas réaliser ses ambitions. Téhéran reste donc pour l'instant un acteur de second rang dans la zone.

1224-La Turquie a cru un temps pouvoir apporter un soutien à la communauté Ouïgour de Chine. C'était sans compter sans le réalisme chinois qui a aussitôt autorisé le PKK à ouvrir un bureau de représentation en Chine. Comprenant aussitôt ce type d'arguments la Turquie se garde désormais de toute provocation pouvant provoquer l'ire de l'Empire du Milieu. D'un point de vue économique les

⁸ Lire à ce sujet l'article d'Aymeric Chauprade sur la géopolitique de la Turquie dans la Nouvelle Revue d'Histoire consacré à la Turquie, Avril 2005, p34-35

biens de consommation chinois envahissent l'Asie centrale, du Nord de l'Afghanistan au Kazakhstan et les entreprises chinoises concurrencent les entreprises turques dans la construction d'infrastructures à faible valeur ajoutée.

Progressivement en Asie centrale ex-soviétique est donc apparue une configuration géopolitique ressemblant à celle du " Grand Jeu " où les influences externes contradictoires allaient finir par s'annuler, les acteurs locaux jouant de leur rivalité pour en tirer un profit maximum et assurer leur indépendance sans jamais s'engager dans une alliance ou union pouvant compromettre les rapports distancés et cordiaux avec la Russie dont l'influence demeure prépondérante.

123-Les susceptibilités nationales

Mais le malentendu principal entre la Turquie et les jeunes républiques devenues indépendantes en 1991 réside dans le fait que celles-ci ne voulurent pas retomber dans la dépendance d'un nouveau grand-frère, fut-il turc ou autre. Cette soif de liberté et d'indépendance ne pouvait que heurter les ambitions de toute nouvelle puissance s'efforçant de remplir le rôle de la défunte Union soviétique et la Turquie en fit les frais. Ainsi, force fut de constater en 2000 qu'après dix ans d'échanges entre les États turcophones, la dichotomie demeurait entière entre la conception turque de la turcité et celle des peuples d'Asie centrale. Si la première est intégrationniste, les secondes sont exclusivistes et cherchent avant tout à renforcer les nouvelles entités nationales. La conciliation des deux approches suppose une entente politique entre tous les États concernés, mais cette dernière se fait toujours autant désirer⁹. Les nouveaux États d'Asie centrale, avant tout désireux de renforcer leur toute récente et fragile indépendance, rejetèrent tous les discours politiques grandiloquents portant sur la refondation d'une union politique turkestanais ou turcophone de quelque type que ce soit.

1231-Dans l'esprit des gouvernants de ces États, l'acquisition d'une souveraineté véritable rendait seulement indispensable une reconnaissance internationale et la construction d'une indépendance économique et militaire passant par une diversification des acteurs de l'échange, non pas un bouleversement des alliances géostratégiques.

Dans la situation d'affirmation de leur toute fraîche indépendance, il n'était et il n'est toujours pas question pour les pays d'Asie centrale d'affirmer de nouvelles unions communautaires contraignantes, toutes ressenties comme une atteinte à l'acquisition d'une indépendance réelle, un abandon de souveraineté. Les suggestions de la Turquie relatives à l'élaboration de rapports privilégiés et spécifiques fondés sur la proximité ethnolinguistique et religieuse furent donc aimablement repoussées

⁹ Islam KARIMOV, *Turkiston Umumiy Uyimiz* (Turkestan notre maison commune), Tachkent, 1994 et *Uzbekistan na poroge XXI veka : ugrozy bezopasnosti, uslovija i garantii progressa* (L'Ouzbékistan au seuil du 21^e siècle : menaces sur la sécurité, conditions et garanties du progrès), Tachkent, Uzbekiston, 1997. Dans ce dernier, on peut lire la phrase suivante : " Quoiqu'étant une composante historique et linguistique de la famille des nations *türk*, notre peuple a résolument rejeté les promesses du panturkisme et l'idée chauvine d'un grand Turan. Pour nous, le Turan est un symbole de l'unité culturelle mais non politique des nations turcophones de la région ".

et l'accueil fait à la présence turque fut celui accordé aux autres puissances étrangères nouvellement arrivées. Dans un tel contexte, le rêve de la Turquie de voir se dessiner une aire d'influence et de coopération économique et politique privilégiée avec les pays d'Asie centrale semblait devoir s'évanouir aussi vite qu'il était apparu.

Les nouveaux États tiennent aujourd'hui à leurs frontières et les peuples à leur ethnonyme qui s'est consolidé dans les esprits à l'époque soviétique. Ils rappellent aussi souvent que nécessaire qu'ils ne sont pas Turcs à ceux qui s'aventurent à simplifier ainsi les dénominations. Ainsi par exemple, les programmes d'histoire incluent, d'une part, une histoire générale, qui conserve dans son ensemble la structure soviétique, d'autre part, une histoire largement repeinte aux couleurs nationales.

1232-Après l'époque fébrile et prometteuse mais somme toute très courte de la reconnaissance des indépendances, les difficultés de la *realpolitik* reparurent au grand jour. Ainsi, le régime ouzbek a accusé la Turquie d'accueillir sur son territoire le principal responsable des attentats de Tachkent en 1999, l'opposant Solih et d'autres terroristes présumés proches de ce personnage oeuvrant tant en Tchétchénie qu'en Asie centrale. Les relations diplomatiques se sont alors tendues et les étudiants ouzbeks présents en Turquie ont été rappelés en Ouzbékistan. Pour expliquer la prise de distance avec la Turquie, le président ouzbek Karimov donnera cette explication : "Aucun pays ne peut définir sa voie à longue échéance. Nous avons choisi celle qui correspond à notre mentalité". De manière générale, les pays d'Asie centrale ne voulaient plus de grand frère. Ils se sont rapidement lassés des prétentions de la Turquie à jouer ce rôle et de son refus d'admettre les spécificités nationales, culturelles et linguistiques. Ouzbeks et Kazakhs se virent-ils rebaptisés *Özbek türkleri*, *Kazak türkleri*, expressions qui peuvent s'interpréter comme "Turcs ouzbeks", "Turcs kazakhs" et qui provoquèrent l'ire des intéressés. Ces derniers sont jaloux de leur indépendance récente et ne souhaitent pas se réunir dans un nouvel ensemble sous la coupe d'une autre puissance hégémonique : la relation de "grand frère" leur paraît des plus suspectes, et les déclarations d'indépendance, courant 1991, constituaient avant tout des revendications d'autonomie.

Ce ne sont néanmoins pas tant les maladroites commises par Ankara que les relations entre les maillons du monde turcophone eux-mêmes qui constituèrent les obstacles les plus sérieux à l'émergence d'un "arc *türk*". En effet, et on ne l'aura jamais suffisamment souligné, les solidarités entre les nouveaux États turcophones relèvent parfois du mythe. Les points communs, certes réels, ne doivent pas masquer les antagonismes qui les opposent, notamment sur le tracé stalinien des frontières, hérité de la période soviétique. Les frictions n'ont pas manqué entre peuples *türk* d'Asie centrale comme l'ont attesté les affrontements meurtriers entre Kirghizes et Ouzbeks dans la région d'Och-Uzgen au Kirghizstan en 1990. Des heurts intercommunautaires similaires avaient, d'ailleurs, déjà eu lieu entre Ouzbeks et Meshkets, autre minorité turque, dans la vallée de Ferghana, en mai-juin 1989. De fait, en Asie centrale, le culte de la nation et le "narcissisme de la petite différence" l'ont rapidement emporté sur tous les projets de coopération.

Ainsi, la tendance chez les dirigeants centrasiatiques n'est pas de rappeler les points communs qui peuvent exister entre États turcophones mais de renforcer ce qui fait la particularité de chaque nation. Au grand dam de la Turquie qui n'a pas su concevoir une turcité inoffensive et plurielle qui intègre les particularités centrasiatiques, la turcité n'a donc pas réussi à faire son entrée dans la culture politique et dans les idéologies des États issus de l'ex-URSS. Cette option était pourtant, au départ, présente dans les cercles intellectuels des différents pays. Il existait même une revue ouzbèke, *Turkiston Torixi* (Histoire du Turkestan) qui publiait des articles sur les grandes figures de la pensée panturkiste. Des académiciens ouzbeks exprimaient ouvertement leurs idées panturkistes, comme Kamol Jamol, autrefois secrétaire général de l'Union des Écrivains d'Ouzbékistan. Peu à peu, les choix du régime ont, néanmoins, rendu les identifications au panturkisme moins à la mode. La vision ouzbèke de la coopération en Asie centrale, exprimée dans plusieurs livres du président Islam Karimov, privilégie ainsi les échanges économiques dans un vaste marché centre-asiatique qui reste à créer. Le Kazakhstan, de son côté, est également peu sensible au discours panturkiste qui ne figure ni dans la culture politique de ses élites ni dans l'orientation de sa politique étrangère, plus tournée vers l'Occident et la Chine. De plus, ses élites politiques sont encore très marquées par la culture russe et se sentent concernées par ce qui se passe en Russie. Le Kirghizstan s'aligne sur les positions de son voisin kazakh. Quant au Turkménistan, son président, Saparmurat Niazov – qui gouverne, à l'instar de ses pairs centre-asiatiques, par décrets – marque sa préférence pour une politique de neutralité absolue. Les trois sommets qui suivirent – Bichkek (premier sommet tenu en dehors de la Turquie), le 28 août 1995 ; Tachkent les 22-23 octobre 1996 (en marge des commémorations officielles et pleines de pompe du 660e anniversaire de la naissance de Tamerlan) ; Astana (en marge de l'inauguration de la nouvelle capitale du Kazakhstan), le 9 juin 1998 – n'apportèrent guère de réelles avancées. Dans la veine de la réunion de 1994, on prononça beaucoup de discours, on vota quelques résolutions vagues concernant la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, mais on se garda bien d'adopter des mesures concrètes. On n'enregistra, par ailleurs, aucun progrès sur la question du pipeline, à l'exclusion d'une affirmation de plus en plus évidente d'un axe Bakou-Ankara. La réunion de Tachkent décida de la création d'un secrétariat permanent pour appliquer les décisions prises lors des sommets et les préparer mais ce projet était encore bien loin de figurer une institutionnalisation ou l'embryon d'une communauté turque. Signe des lézardes grandissantes dans le bloc turcophone, on entendit à plusieurs reprises au cours de ces sommets certaines fausses notes. En 1995, à Bichkek, Karimov prévenait qu'il cesserait de participer à ces conciles s'ils “ *continuaient à être si politisés* ”. En 1998, il n'hésita pas, en marge du sommet d'Astana, à relativiser la solidarité que se devaient entre eux les peuples *türk*. Soulignant que les précédents sommets avaient été le théâtre de rivalités malsaines, Karimov indiqua qu'il devait y avoir des limites à l'unité du monde *türk*. Évoquant l'exemple des Ouïghours de la province chinoise du Xinjiang qui demandaient l'aide des États turcophones, Karimov suggéra qu'il n'entendait en aucun cas compromettre ses relations avec la Chine. Le sommet de Bakou, initialement prévu pour 1999 puis reporté aux 8 et 9 avril 2000, devait encore plus clairement révéler les fissures et

les divisions du bloc turcophone. Pire, la solidarité bon an mal an affichée jusque-là vola quasiment en éclats avec l'absence des présidents turkmène et ouzbèke, seulement représentés par leurs vice-présidents. Véritable soufflet même pour un président Demirel en fin de mandat qui avait fait un énième voyage à Achkhabad, fin mars, pour arrondir les angles entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan qui se disputent la propriété de champs pétroliers off-shore et convaincre Niazov de se déplacer. À Tachkent, on assura que le président Karimov était malade. Ces deux absences révèlent, en vérité, deux réalités lourdes de menaces pour l'avenir du bloc turcophone: la nette détérioration des relations turco-ouzbèkes, d'une part, et l'impasse sur la question des pipelines d'autre part, que ce soit sur le projet de pipeline pétrolier Bakou- Tbilissi-Ceyhan ou sur le pipeline gazier transcaspéen. Depuis les six explosions du 16 février 1999 à Tachkent qui ont fait 16 morts et près de 100 blessés, les relations se sont, en effet, à nouveau beaucoup tendues entre la Turquie et l'Ouzbékistan. Le régime de Tachkent qui a profité de l'attentat pour reprendre brutalement en main son opposition toutes tendances confondues, a accusé la Turquie d'avoir joué un rôle dans sa préparation, en abritant sur son territoire des opposants notoires. Ankara a été déclaré coupable de vouloir déstabiliser le régime laïque ouzbek et les étudiants ouzbeks ont, comme en 1994, été rappelés au pays.

Les sommets de la turcophonie montrent, en définitive, assez bien les limites de la solidarité et la fragilité des liens qui unissent eux entre les chaînons du monde *türk*. S'exprimant volontiers dans le domaine culturel, comme on le montre abondamment plus loin, cette proximité déborde rarement sur d'authentiques initiatives politiques communes. Ses succès, la diplomatie turque les obtient plus dans le cadre de la coopération bilatérale qu'au cours de ces forums qui peinent à rassembler des pays aux visées et aux intérêts passablement divergents.

Tentant d'utiliser des armes qu'elle possédait mal, celles de la guerre froide, dans une époque qui n'était déjà plus la guerre froide, la Turquie obtint des résultats nettement en-deçà de ses espérances. Mal coordonnées et présentées de manière offensante pour les nouvelles républiques, ces armes ne purent rivaliser avec celles des acteurs traditionnels de la zone et encore moins avec celles d'acteurs nouveaux aux moyens considérables, attirés par le vide laissé par l'effondrement soviétique. Surtout les pays objets de tant d'attention furent attentifs à ne pas retomber immédiatement sous une nouvelle tutelle.

La guerre froide se terminant, ses armes devinrent donc inopérantes. Dans la nouvelle ère qui s'ouvre en 1991, le phénomène de l'interdépendance complexe entraîne une dépréciation de la politique de puissance traditionnelle et de la diplomatie de la canonnière. En effet, l'interconnexion économique croissante qui le caractérise et la dépendance mutuelle entre les États qu'il entraîne, rendent l'utilisation de la puissance brute de plus en plus difficile. Les États ne peuvent plus recourir à la force militaire pour contraindre leurs partenaires sans courir le risque d'être eux-mêmes négativement affectés. Si bien que les gouvernements tendent de plus en plus à percevoir la poursuite de leurs intérêts nationaux à travers des moyens classiques comme à la fois trop risquée et

inopérante. Parallèlement, cette dynamique s'accompagne d'une réévaluation des sources de pouvoir en douceur. En effet, si la puissance brute perd de sa prépondérance c'est souvent en faveur de formes de pouvoir moins coercitives, moins tangibles et plus fongibles. L'objectif est toujours de conserver ou d'accroître son influence mais la compétition n'est plus exclusivement définie en termes de force militaire et économique.

II.L'UTILISATION DE LA CULTURE COMME SOFTPOWER

Avec la fin de la Guerre Froide, les questions liées aux normes et à la culture ont en effet acquis une importance grandissante au sein des relations internationales. Les affaires culturelles occupent désormais une place sans précédent dans la politique étrangère d'un grand nombre d'États qui, à travers le monde, commencent à percevoir la projection de leurs normes culturelles comme un moyen efficace d'accroître leur influence internationale.

Cette évolution semble suggérer que, dans le contexte de l'après Guerre Froide, l'influence internationale des États est de plus en plus fonction de leur capacité à utiliser la force en douceur de leur culture à travers la mise en place d'une forme rationnelle et moderne de diplomatie culturelle. Celle-ci pourrait être définie comme une sphère distincte au sein de la politique étrangère des États, équipée d'organes spécialisés et de moyens autonomes, et ayant pour fonction de promouvoir leur influence culturelle sur la scène internationale en diffusant, propageant, et institutionnalisant à l'étranger leurs normes culturelles ; son but est d'établir de nouveaux standards de conduite régulant les préférences et les choix de leurs partenaires de manière à générer une dynamique de coopération volontaire favorable à leurs propres intérêts politiques et économiques.

21. La culture comme élément déterminant de la nouvelle politique étrangère turque

211-La culture comme instrument d'influence

De manière générale, la fonction prioritaire de la diplomatie culturelle, qu'elle soit américaine, française ou turque, est d'accroître l'influence d'un État sur ses partenaires au moyen de la projection de ses normes culturelles et de leur institutionnalisation comme principes du jeu international. Ce que Hans Morgenthau appelait la plus subtile et la plus puissante des politiques impérialistes, "ne vise plus la conquête de territoires ou le contrôle de la vie économique mais la conquête et le contrôle de l'esprit des hommes comme un instrument pour modifier la relation de pouvoir entre les nations". Aujourd'hui plus que jamais, il apparaît que, "directement lié aux intérêts de chaque État [...] se trouve la politique de diffusion de sa propre propagande idéologique dans les pays étrangers et sa politique de support pour les échanges culturels et scientifiques compatibles avec cet objectif". Dans la pratique, la politique culturelle consiste en une multitude d'actions culturelles entreprises dans les divers domaines de la langue, de la religion, de l'éducation, des arts, de la science, des divertissements populaires et de la culture politique – visant toutes à exporter les

normes nationales à l'étranger. Toutes ces actions ont pour but implicite de changer les mentalités et les comportements de ceux dont le gouvernement agissant est dépendant pour réaliser ses propres objectifs.

212-L'analyse turque

Les responsables turcs doivent en particulier tenir compte de la concurrence que leur opposent ses principales rivales russe, iranienne, chinoise et pakistanaise, elles aussi résolues à remplir le vide de pouvoir créé dans la région par la disparition de l'Union soviétique. Dans ces conditions, la politique culturelle apparaît comme une alternative pertinente : elle permet de renforcer les liens stratégiques avec le monde turc sans risquer d'agresser directement les rivales régionales et créer de hasardeuses escalades de violence. Les dirigeants turcs estiment que 'l'esprit de coopération' dont s'accompagne la politique culturelle est sans doute le moyen le plus efficace d'étendre l'influence turque de façon durable sur l'aire turcophone. Toutes ces considérations aboutissent très vite à la certitude que la politique culturelle est un choix judicieux et que la Turquie a tout intérêt à jouer la carte de l'impérialisme culturel soft.

Toutefois l'option de la politique culturelle est aussi largement encouragée par les alliés occidentaux d'Ankara. Elle reçoit en effet l'appui sans réserve des Américains et des Européens qui y voient un moyen efficace de pénétrer une zone stratégique jusque-là sous influence russe et iranienne par l'intermédiaire d'un allié traditionnel. Dès 1991, ces Etats décident d'apporter leur concours à une politique qu'ils perçoivent comme un facteur de stabilisation et surtout comme un excellent moyen de faire pénétrer les normes occidentales et étendre leur influence sur la zone. Le modèle turc est en effet perçu comme une 'vitrine du modèle occidental'. Les États-Unis, en particulier, encouragent la Turquie à utiliser la variable ethnoculturelle commune dans le monde turc pour persuader les républiques turcophones d'imiter le modèle séculaire turc de gouvernement. Sur le plan économique, l'Occident sait qu'Ankara peut jouer un rôle crucial dans la pénétration du capitalisme dans le monde turc: la Turquie est dans une position culturelle et géographique privilégiée pour étendre le commerce avec cette région". Sur le plan stratégique, il n'a jamais fait de doute que les normes pro-occidentales que permet de véhiculer la politique turque contribuent à stabiliser cette zone turbulente et à préparer son intégration éventuelle dans le système de sécurité de l'OTAN (Source Nato 1996). La Turquie était donc en quelque sorte prédestinée à entreprendre une diplomatie culturelle – il ne lui restait plus dès lors qu'à organiser celle-ci au mieux afin de la rendre la plus efficace possible et d'en tirer le maximum de bénéfices.

22. Une véritable machine de guerre culturelle

Cette diplomatie culturelle sophistiquée et rationalisée en est venue à constituer un système autonome au sein de l'appareil d'État doté de sa propre organisation et de ses propres moyens de communications. Dans la plupart des cas, ce réseau d'organes divers a été placé sous la supervision

d'une agence exécutive chargée de fixer les priorités de la politique culturelle et de coordonner son application sur le terrain.

La stratégie turque repose sur une 'machine de guerre culturelle' qui se décompose en une série d'institutions et d'organisations dont la vocation est d'encadrer et de maximiser la diffusion des normes culturelles de la Turquie dans les républiques turcophones. L'ensemble de ces institutions forme un puissant réseau d'action hiérarchisé : Au sommet, le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de la Culture combinent leurs actions et assurent la direction générale de la politique culturelle. Au niveau inférieur, on retrouve des appareils d'État spécialisés comme l'Association de la Langue turque (langue), l'Association d'Histoire et le Comité Suprême (histoire et archéologie), le Haut Conseil de l'Éducation (éducation) ou encore l'Office des Affaires religieuses (religion). Toutefois, dans le but d'accroître l'efficacité de sa politique culturelle, le gouvernement turc a mis sur pied, dès 1991, deux organes spécialisés chargés d'organiser et de relayer l'action culturelle : L'Agence de Coopération Turcophone et l'Agence de Coopération Culturelle Turcophone.

221-Les instruments de cette politique sont donc l'Agence de Coopération Turcophone (TIKA) et l'Agence de Coopération Culturelle Turcophone (TURKSOY).

La première est créée par les responsables de la diplomatie turque afin d'encadrer leur nouvelle stratégie et superviser l'action de ses autres organes. Avec des ramifications dans toutes les républiques turcophones, l'agence apparaît comme la pièce maîtresse de la nouvelle politique turque. Ce puissant auxiliaire a pour tâche de « promouvoir le modèle turc et la coopération culturelle turcophone à travers l'instigation et l'encadrement de nombreux projets tels que l'établissement d'une langue et d'un alphabet communs pour les turcophones, les échanges universitaires, l'enseignement et le soutien des projets médiatiques et télécommunicationnels »¹⁰. A bien des égards, la TIKA est considérée par les responsables turcs comme la pièce maîtresse de la diplomatie turque du XXI^e siècle (rapport de la Tika de 1997). L'Agence de Coopération Culturelle Turcophone (TURKSOY) est, quant à elle, établie "pour accroître les relations culturelles entre les pays et les communautés turcophones, (...) pour maintenir une unité de langue et de culture pour les pays et les communautés turcophones". A long terme, son but officiel est de favoriser la socialisation et la solidarisation des États turcophones grâce à la coopération dans le domaine de la culture.

222-Outre sa structure institutionnelle, la politique culturelle moderne est aussi une diplomatie « high tech ».

Celle-ci repose sur l'intégration des mass médias et des technologies de communications globales. Pour diffuser les normes culturelles d'un pays à la plus large audience possible, cette 'cyber-

¹⁰ Entretien avec Keman ÖZDEMİR, responsable de l'agence TIKA à Tachkent, novembre 1998.

diplomatie' utilise la radio, les chaînes de télévision spécialisées et Internet ; à cette fin, elle est aussi équipée de réseaux étendus de câbles, de téléphone, et de satellites lui permettant de connecter les zones ciblées à son périmètre d'influence télécommunicationnel. En se dotant de ces outils de diplomatie de masse, la politique culturelle turque s'est également inscrite dans l'ère de l'information du XXI^e siècle. Dans le secteur des télécommunications, la Turquie s'est assurée la couverture radiophonique, téléphonique, télévisuelle, et satellite de tout l'espace turcophone en reliant les républiques turcophones au réseau turc. Les stratèges turcs ont aussi su mettre à profit la radio, internet et les biens de consommation audio et vidéo pour inonder quotidiennement les républiques turcophones de leur message culturel. Ils ont notamment remporté une victoire de taille en obtenant de connecter les républiques turcophones au réseau internet via la Turquie. La célèbre station radio « Voix de la Turquie » s'est vue investie d'une mission nouvelle de propagande consistant à vanter les mérites du modèle turc. Enfin, la puissante agence de presse d'État, l'Anadolu Ajansı (Agence Anatolienne), l'Union de la Presse Eurasiatique et l'Union des Agences d'Information des Pays Turcophones (UAIPT) - créée en 1992 sous l'égide de la TIKA – assurent à la Turquie un contrôle quasi-monopolistique de l'information diffusée dans le monde turque.

223-Les nouveaux ambassadeurs du panturquisme

Cependant, les véritables fers de lance de la cyber-diplomatie turque sont sans aucun doute le satellite panturque, Türksat et la chaîne de télévision eurasiatique Avrazya. Déjà, avant Türksat, la télévision turque s'enorgueillissait d'être "la seconde après CNN en terme de nombre de personne à son audience" (Hürriyet 30 avril 1992). Aujourd'hui, les médias globaux et Türksat font de la Turquie "un des plus gros diffuseurs transnationaux dans le monde" . Grâce au satellite panturque, la politique culturelle se dote de son plus puissant instrument de diffusion : "En offrant un service de communication de masse de haute qualité, fiable et rapide aux Turcs d'Anatolie comme aux autres turcophones d'Asie, la Turquie est préparée à entrer dans le nouveau siècle, armée de l'outil de communication global par excellence". Dès sa mise en place la chaîne T.R.T.-Avrazya (Eurasie) devient un instrument clef de l'expansion culturelle turque. Conçue sur le modèle de TV5, la nouvelle chaîne commence à émettre en 1992 avec la vocation d'être "la télévision communautaire du Monde Turcophone" . Sa fonction est de mettre l'accent dans ses programmes sur les liens ethno-historiques entre la Turquie et ses sœurs d'Asie et de mettre en avant l'image d'une aire turque allant de l'Adriatique à la Grande Muraille tout en vantant les mérites du modèle turc. Ce faisant, l'objectif officiel de la chaîne eurasiatique est de faire naître un sentiment panturque et d'insuffler une dynamique de coopération et de solidarité entre les États turcophones. Mais comme l'affirme son directeur : "Le but derrière TRT-Avrazya est d'ouvrir une route culturelle vers les républiques turcophones accompagnant le flot de capital turc et l'influence politique d'Ankara". A tous égards,

Türksat et Avrazya sont des instruments diplomatiques d'une haute importance stratégique pour les dirigeants turcs.

224-L'alphabet

Comme pour la majorité des politiques culturelles à travers le monde, la langue est le domaine prioritaire d'action de la politique culturelle de la Turquie parce qu'elle est considérée comme le 'pilier culturel' dont dépend tout le reste de la stratégie turque. En effet, les Turcs, à chaque fois qu'ils ont eu à réfléchir sur leur identité, ont mis très haut dans leurs priorités les questions ayant trait à leur langue, leur écriture et donc à leur alphabet. Dans cette perspective, la Turquie entreprend à partir de 1991 un projet de création d'une langue¹¹ et d'un alphabet commun à tous les turcophones dans le but de faciliter l'évolution et la consolidation des liens ethniques. L'objectif est de restituer à la langue sa qualité d'élément fédérateur des peuples turciques que lui a fait perdre la politique de déstructuration culturelle soviétique. La base d'un renouveau subsiste aujourd'hui dans la mesure où la communication est encore possible et que les langues turciques ont gardé un vaste vocabulaire et beaucoup d'éléments grammaticaux en commun. Comme condition préalable à la ré-homogénéisation linguistique, la Turquie s'engage à faire adopter aux nouvelles républiques turcophones l'alphabet latin qu'elle utilise depuis 1926. L'enjeu est si important qu'il est l'objet d'une véritable lutte entre la Turquie et les puissances rivales de la région : "La Turquie fait pression pour que soit adopté l'alphabet latin, les Russes militent pour le maintien du cyrillique, tandis que les Iraniens et les Saoudiens, pour une fois réunis, mènent campagne pour le retour de l'arabo-persan". Le premier round est remporté par la Turquie puisqu'aujourd'hui ces républiques ont introduit l'utilisation de l'alphabet latin avec quelques variantes permettant d'écrire des phonèmes propres à leurs langues. Le sommet de l'Alphabet Turc Commun, organisé à Ankara en 1991, aboutit à l'adoption d'un alphabet de 34 lettres. En mars 1993, la Turquie et ses partenaires turcophones adhèrent à une Convention Perpétuelle de la Langue. Pour faciliter la transition scripturale dans les républiques turcophones, la Turquie a mis en place un plan d'incitation qui prend la forme d'une aide financière et matérielle (envoi massif de manuels, de machine à écrire, à imprimer et de formateurs); Cette assistance est formalisée par une série d'accords bilatéraux et encadrés par la TIKA. La Turquie s'est par exemple engagée à apporter son soutien à la Kirghizie dans l'ensemble de ses efforts pour adopter l'alphabet latin en lui offrant notamment l'équipement nécessaire. De même, en vertu de l'accord linguistique de 1992, la Turquie offre une assistance matérielle et financière au Turkménistan pour aider sa transition vers l'écriture latine lui fournissant également

¹¹ Rappelons-nous que toutes les langues türk de l'ex-URSS se transcrivaient en cyrillique. Des alphabets latins avaient remplacé les caractères arabes dans les années 1920 mais dès les années 1940, on assista à une cyrillisation généralisée. En 1990 (et même, dans une certaine mesure, aujourd'hui encore) la langue de communication entre peuples türk de l'ex-espace soviétique est le russe !

des manuels d'initiation et du matériel d'imprimerie. A long terme, les dirigeants turcs espèrent que l'adoption de l'écriture latine encouragera l'émergence de classes éduquées agissant en "intermédiaires entre leurs concitoyens et les autres turcophones". Pour les stratèges turcs, l'uniformisation de l'alphabet n'est pas seulement une question de communication, elle est un moyen nécessaire pour la création d'une identité turcophone.

225-A l'homogénéisation de l'alphabet, s'ajoute l'effort de la politique culturelle pour réaliser une homogénéisation de la langue

Dans ce domaine, la Turquie adopte une approche double. D'abord, elle s'investit dans la "promotion systématique de sa langue comme une langue seconde, une lingua franca pour l'aire turcophone". Pour ce faire, des grammaires et des dictionnaires de conversion entre l'anatolien et les autres dialectes turciques sont conçus dans les universités turques et envoyés gratuitement dans le monde turc. De plus, la TIKA finance l'établissement de centres de formation de la langue turque dans chacun des États turcophones. Parallèlement, la Turquie initie un projet de création d'une Langue Écrite Commune pour toute la zone turcophone. Dès le printemps 1992, est créé un Comité Permanent de la Langue Turcique ayant pour tâche de formuler une langue avec des éléments en commun au turc anatolien et aux autres dialectes turcs. Les responsables de la politique culturelle misent énormément sur les réseaux de télécommunications modernes pour diffuser et enraciner progressivement l'emploi de ce médium de communication. Pour l'heure, une étape est franchie avec la création de la première version d'une langue turque standard appelée 'turc simplifié', permettant à l'anatolien de communiquer plus aisément avec ses cousins centrasiatiques. Ce turc standard est actuellement diffusée à travers la télévision sous forme de sous-titres accompagnant les programmes retransmis dans les pays turcophones. De manière générale, ce projet d'espéranto turcique mérite la plus grande attention. Ce qui peut sembler utopique aujourd'hui pourrait bien constituer une pierre angulaire de la construction d'une identité et d'une communauté panturque au XXI^e siècle.

226-La promotion d'une mémoire commune

Celle-ci, mettant en valeur les liens antiques qui unissent les nations turcophones, mais également le prestige d'État moderne et séculier de la Turquie, est un des points forts de la politique culturelle. En premier lieu, cette approche consiste à promouvoir la thèse historique d'un 'territoire historique' et d'une 'généalogie commune'. Cette thèse est justifiée par des références constantes à la grandeur de la civilisation turcique et aux grands empires de tous les turcophones comme ceux de Genghiz Khan ou de Teymour (Tamerlan). Les manuels scolaires d'histoire dont la Turquie inonde littéralement les écoles turcophones constituent le principal support de promotion de cette historiographie panturque. En ciblant les jeunes générations, dans des sociétés scolarisées à plus de

90%, les responsables de la politique culturelle fondent l'espoir de voir cette conscience historique panturque s'implanter durablement dans la mémoire collective des peuples turcophones. En outre, les projets archéologiques se multiplient en vue de restaurer les vestiges antiques du passé commun et donner une légitimité historique au mythe de la Panturquie culturelle du XXI^e siècle. C'est dans cette perspective que la TIKA a financé la mise à jour des monolithes gravés de la vallée d'Orkhon (Mongolie) faisant foi de l'origine commune des peuples turciques. Dès le départ, l'objectif des autorités turques était "de faire d'un texte du VIII^e siècle un élément fondamental du discours identitaire du XX^e siècle". Ces vestiges symboliques ont une importance capitale dans la politique de revivification de l'identité panturque.

L'histoire plus récente est également mise à profit en sensibilisant les turcophones au prestige de la Turquie post-ottomane et de son rôle international. La Turquie encourage notamment la promotion de la figure emblématique de Kémal Atatürk, 'le père des Turcs'. Ceci s'accompagne par la création dans les grandes villes turcophones de Fondations Atatürk que l'on pourrait comparer aux Instituts Goethe allemands. Lors de l'inauguration de sa filiale en Kirghizie, le Premier ministre de ce pays déclarait : "Les idées d'Atatürk sont un guide à la fois pour la Kirghizie et pour toute l'Asie centrale durant cette période de restructuration". Ces fondations sont particulièrement actives dans la promotion du kémalisme au sein des universités kirghizes et ont notamment obtenu que soit célébré 'une journée de commémoration à la mémoire d'Atatürk le 10^e jour de novembre ". De façon générale, la politique turque a très bien su mobiliser archéologues et historiens et utiliser le discours historique pour jeter les ferments d'une renaissance future du sentiment panturc.

227-Education : la conquête des cerveaux

Dès 1991, la Turquie initie une politique audacieuse dans le domaine de l'éducation qui devient rapidement l'un des éléments proéminents de sa politique culturelle. La construction d'écoles, l'envoi de professeurs et l'offre de bourses aux étudiants turcophones sont financés dans l'espoir que les jeunes générations qui bénéficient de ces réalisations "vont établir l'unité des Républiques turques dans le monde moderne". Comme c'est le cas dans la plupart des cas de politique culturelle et notamment dans le cadre des politiques coloniales, il s'agit donc de pénétrer durablement les sociétés turcophones au moyen de l'imprégnation de leurs futures élites. En collaboration avec le Haut Conseil de l'Éducation (YÖK), la TIKA entreprend de nombreuses initiatives comme la mise en place d'un statut spécial pour les étudiants turcophones et le lancement du projet "10 mille étudiants" consistant à offrir chaque année à 2000 étudiants de chaque république turcophone des bourses, des frais de scolarité et des permis de résidents pour leur permettre de poursuivre leurs études dans des Universités turques. Il ne faut pas négliger dans ce domaine la contribution de l'organisation soufie nurcu de Fethullah Gülen qui, en collaboration étroite avec l'État turc, a inauguré à ce jour près de 100 écoles turques dans sept républiques centrasiatiques avec pour

objectif "de mener des activités missionnaires et de susciter un contexte favorable pour la création d'un lobby et d'une bureaucratie pro-turcs".

Parallèlement, le gouvernement turc et le Comité d'Étude du Monde turc subventionnent la création de nombreuses Universités et institutions scolaires aux quatre coins du monde turc. Parmi les pays hôtes de ces établissements turcs, le Kazakhstan se trouve au premier rang (33), suivi de l'Ouzbékistan (20) et de l'Azerbaïdjan (15).

En s'inscrivant dans un schéma à long terme, la diplomatie culturelle est à même d'assurer à la Turquie un contrôle "intelligent" et durable sur l'avenir des républiques turcophones.

228-Panturquisme et panislamisme

La conquête des esprits est complétée par une campagne assidue dans le domaine de la religion. La Turquie, a toujours su mettre en valeur son caractère particulier (laïque envers les pays occidentaux, musulman envers les pays musulmans) pour servir ses intérêts à l'étranger. Dès 1991, les responsables turcs décident de jouer 'la carte de l'Islam' en en défendant toutefois une version modérée et sécularisée. Très vite s'impose dans le monde turcophone un 'modèle turc' en matière de religion : il s'agit d'un modèle de contrôle et de gestion de l'Islam par la mise en place d'un clergé fonctionnalisé et dépolitisé. Pour les dirigeants turcs, l'objectif est de démontrer que l'Islam, la démocratie, les droits de l'homme peuvent aller ensemble. Là comme ailleurs, la politique culturelle turque repose sur une solide organisation. Dès le départ, Ankara sait que le clergé turc peut être utilisé comme un atout appréciable dans toutes les républiques turcophones. La pièce maîtresse de la politique religieuse turque est le puissant Directorate des Affaires Religieuses dont le budget, plus gros que celui de beaucoup de ministères, permet de contrôler les questions ayant trait au clergé et à l'éducation religieuse. Sur le terrain, le Directorate des Affaires Religieuses finance des conseillers des affaires musulmanes qui font construire des mosquées et des madrassas (écoles religieuses) dans chaque capitale. Ces représentants religieux du gouvernement turc servent de relais efficaces à sa politique culturelle.

La politique religieuse turque est active dans chacun des États turcophones comme c'est notamment le cas au Kazakhstan. La Turquie y offre comme ailleurs une assistance en matière de construction de madrassas et d'éducation coranique. L'Office des Affaires Religieuses et ses représentants sur le terrain veillent également à la réorganisation du système religieux sur le modèle turc¹². Au Turkménistan, dans le même ordre d'idées, une centaine d'étudiants sont choisis chaque année pour

¹² Dans chaque pays à l'exception du Kazakhstan, un Conseil aux affaires religieuses, rattaché au gouvernement, est chargé de gérer les affaires des confessions suivantes : l'islam, le christianisme, le judaïsme et le bouddhisme.

recevoir une formation religieuse au sein du clergé turc. En général, la Turquie ambitionne de devenir le principal pôle de la reconstitution de l'espace musulman de l'ex-URSS. Elle a de sérieux atouts pour y parvenir puisque son sunnisme sans extase est quelque chose que tous les pays d'Asie centrale espèrent imiter. De plus, cette politique de diffusion d'un islam sécularisé et contrôlé reçoit le plein appui des alliés occidentaux de la Turquie qui y voient un élément stabilisateur dans une région où la fièvre islamiste constitue – comme l'actualité nous l'a montré récemment – une menace permanente pour la sécurité internationale. Au moyen de cette politique religieuse qui conjugue panturquisme, panislamisme et pro-occidentalisme, la Turquie a donc toutes les chances de conforter sa position globale et de créer une aire culturelle homogène placée sous son autorité spirituelle et de plus en plus temporelle.

La politique culturelle turque d'exportation à destination des républiques turcophones d'Asie Centrale est bien une politique multiforme et résolument active. Dotée de moyens et d'objectifs cohérents dès le début des années 90, elle a progressivement trouvé son rythme et son mode de fonctionnement afin de ne pas heurter les populations à qui elle est destinée.

23. Projection et institutionnalisation des normes culturelles turques à l'étranger favorisent les intérêts politiques et économiques

Il s'agit maintenant de considérer si cet impressionnant arsenal culturel a eu pour conséquence un accroissement de l'influence turque dans les pays considérés. Or force est de constater un certain nombre de convergences temporelles entre l'intensification de la politique culturelle de la Turquie dans les années 1990 et l'augmentation notable de ses avantages concrets dans la zone ciblée.

231-Dans le domaine culturel

Les mutations culturelles qui accompagnent l'accélération de la diplomatie culturelle turque s'accompagnent à leur tour de l'éclosion d'une identité panturque supranationale. Il faut dire que celle-ci se développe avec d'autant plus de facilité qu'en dépit de leurs efforts, les gouvernements des nouvelles républiques ont échoué jusqu'à présent dans leur tentative de créer et d'enraciner une identité nationale forte. Leur projet est mis à mal par la persistance de liens tribaux sub-ethniques mais aussi dans une large mesure par l'influence grandissante de cette conscience supranationale. Actuellement, les analystes s'accordent pour dire que ce processus de construction identitaire procède d'une logique régionale davantage que d'une logique domestique - ou en d'autres termes que les États centrasiatiques ne peuvent plus éviter d'être construits de l'extérieur autant que de l'intérieur. Le développement de l'identité panturque est particulièrement observable au niveau des élites. Ainsi une large part de l'intelligentsia turcophone ne s'identifie plus par la dénomination nationale mais "préfère le terme de Turkestani ou simplement de Turcs". Ce phénomène

s'explique à cause de l'accent mis sur la turcité et la turcophonie – emphase à laquelle a fortement contribué la diplomatie turque. Comme l'affirme un intellectuel ouzbek : "le concept de 'turcité' (être turc) a pris une telle place dans notre vocabulaire que le concept d'ouzbéquité' (être ouzbek) est en train de perdre progressivement sa signification et son âme".

232-Dans le domaine politique

L'accroissement de l'effort investi dans la diplomatie correspond également à un réalignement idéologique et politique des républiques turciques sur la Turquie. Les dirigeants turcophones ont tout d'abord été 'séduits' par le système turc, culturellement plus compatible avec leurs intérêts nationaux : d'un point de vue politique, les dirigeants ont une affinité naturelle avec la forme kémaliste de la démocratie: contrôlée et dirigée par le sommet, elle se combine parfaitement à la fois avec les coutumes traditionnelle de l'Asie centrale et avec les normes du système soviétique encore bien enracinées. A la fois turcique et pro-occidental, musulman et séculier, démocratique et centralisé, le modèle socioculturel turc est en effet taillé sur mesure pour les nouvelles républiques. A bien des égards, le modèle turc est perçu par ces leaders comme le seul capable de rendre possible la transition de leurs républiques vers la démocratie et le capitalisme.

233-Dans le domaine stratégique et militaire

L'accroissement du prestige politique et culturel de la Turquie correspond au renforcement de sa position politique et stratégique dans le monde turc. En Asie centrale, il s'est rapidement avéré que les gouvernements turcophones se sentaient plus à l'aise de promouvoir des relations avec une Turquie laïque sur la base d'affinités non-islamiques et linguistiques qu'avec l'Iran. Aujourd'hui, il semble acquis que l'accent mis par Ankara sur les affinités culturelles depuis plus de dix ans explique- en partie du moins - l'accroissement remarquable de l'influence turque dans la région et l'alignement des gouvernements sur la politique d'Ankara.

On peut également déceler une influence grandissante de la Turquie dans le domaine de la coopération stratégique et militaire. La Turquie s'est avéré être un interlocuteur essentiel dans l'élargissement du programme du Partenariat Pour la Paix de l'OTAN aux républiques turcophones. Dès la fin des années 1990, le rôle culturel de la Turquie apparaît comme un aspect décisif de l'intégration progressive de ces républiques au système de sécurité de l'OTAN. Ces progrès de l'influence stratégique d'Ankara dans la région sont couronnés par le choix de la Turquie pour diriger la Force Internationale d'Aide à la Stabilisation (FIAS) déployée en Afghanistan en 2002 puis en 2005 dans le cadre de l'OTAN. A cette occasion la Turquie agit extrêmement finement pour ne pas paraître faire passer ses intérêts avant ceux de l'Alliance, cependant elle profite de la

couverture de celle-ci pour développer ses intérêts sans aucun complexe et finalement faire rejaillir le succès de la mission de l'OTAN sur son image. Plus que jamais, Ankara devient l'allié incontournable des États-Unis dans cette région du globe. Pour les dirigeants de Washington, la Turquie apparaît "au carrefour de quasiment toutes les questions importantes pour les États-Unis sur le continent eurasiatique". La politique culturelle s'affirme par conséquent comme un élément stratégique dans la perspective de l'émergence d'une identité de défense eurasiatique.

234-Dans le domaine économique

L'accentuation de la politique culturelle s'est aussi accompagnée d'un accroissement de l'influence économique de la Turquie dans le monde turc. Dans ce domaine, il est rapidement apparu aux analystes que la Turquie a pris avantage de ses liens ethniques et linguistiques avec les républiques turcophones pour se présenter comme un modèle, affirmant avoir réussi avec succès le passage de l'économie centralisée à l'économie de marché que ces derniers tentent de réaliser. A l'aide d'une diplomatie de persuasion élaborée, Ankara a su convaincre les leaders turcophones d'accepter l'expérience turque comme étant la plus adaptée à leur profil socioculturel et leurs besoins économiques. Exprimant l'opinion de ses homologues turcophones, le président ouzbek I. Karimov déclare en 1996: "En évoluant vers l'économie de marché nous avons opté de façon concluante pour le processus suivi par la Turquie et nous avons l'intention de continuer dans cette voie". L'exportation réussie du modèle de développement turc semble avoir à son tour facilité l'ouverture des économies caucasiennes et centrasiatique à la Turquie.

Parallèlement à l'accentuation de sa diplomatie culturelle, Ankara a vu ces dernières années ses gains économiques dans le monde turc s'accroître de façon remarquable. Depuis le milieu des années 1990, le commerce de la Turquie avec les pays centre-asiatiques (plus de 10 % du volume total de son commerce extérieur) augmente en moyenne approximativement de 35 % par an (Tika 1997 i) passant de \$145 millions en 1992 à \$5.6 milliards en 1999. Dès la fin de la décennie, elle est la seule puissance économique moyenne à se hisser parmi les principaux partenaires du monde turc aux côtés de 'géants économiques' tels que l'Europe, la Chine, la Russie ou les États-Unis (État du Monde 1998). En 2002, malgré l'absence d'atouts économiques notables, la Turquie est devenue le 2^e pays importateur au Turkménistan, le 3^e au Kazakhstan et le 5^e en Ouzbékistan. En Asie centrale, la présence économique et culturelle de la Turquie est fortement ancrée et continue de croître. En outre, cette évolution s'est accompagnée d'un début d'intégration économique au sein de l'Organisation de Coopération Économique avec l'adoption d'un protocole portant sur un Accord de Tarif Préférentiel de 10% et un projet à long terme d'élimination complète des barrières douanières entre les pays turcophones. Par ailleurs, la Turquie pourrait marquer des points supplémentaires dans l'éventualité de plus en plus envisagée ces dernières années d'une adhésion des pays centrasiatiques à l'Organisation de Coopération de la Mer Noire. Dans l'ensemble, on peut

s'interroger sur les causes de l'apparition ces dernières années d'un courant d'échanges privilégié entre les républiques turcophones de même que l'on peut se demander si cette 'connexion turcique' naissante a pu être encouragée par la campagne turque de marketing culturel. Il ne fait pas de doute que l'appui de l'allié américain a pesé de tout son poids pour avantager la Turquie. Mais le soutien occidental est-il suffisant pour fournir une réponse complète ? Il est en tout cas difficile d'expliquer les succès commerciaux enregistrés par la Turquie au sein du monde turc en ne tenant compte que des avantages économiques qu'elle est en mesure d'offrir. Quoiqu'il en soit, il semble qu'une analyse complète des échanges commerciaux entre les États turcophones et le début d'intégration économique de la zone doive désormais tenir compte du facteur culturel et de la manière dont il est instrumentalisé par la nouvelle diplomatie turque. Le secret de cette réussite réside essentiellement dans le fait que l'investissement turc dans ces pays, très dynamique, repose sur une multitude de micro-projets animés par des hommes d'affaires (les tigres anatoliens), population turque qui vit en symbiose complète avec l'environnement autochtone, pour cause de proximité culturelle, contrairement aux projets des firmes multinationales occidentales dont les acteurs vivent séparément de la population de ces pays.

235-Dans le domaine des hydrocarbures

Certes, l'appui de l'allié américain est pour beaucoup dans le choix du trajet turc aboutissant à Ceyhan et visant à l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne mais il n'explique pas tout. Il n'explique pas, par exemple, que les gouvernements centrasiatiques comme celui du Turkménistan aient fait du 'lobbying acharné' pour que leur pétrole soit évacué vers la Turquie plutôt que vers la Russie, la Mer Noire ou l'Iran. En fait, même les analyses privilégiant le rôle des États-Unis reconnaissent l'importance centrale de la diplomatie turque et des liens culturels entre Ankara et les pays turcophones. Reste à savoir si, avec l'installation d'un régime plutôt pro-occidental à Kaboul, le trajet turc ne sera pas déclassé, si les conditions de sécurité sont réunies un jour au profit d'un pipeline passant par l'Afghanistan (projet TAP : Turkménistan, Afghanistan, Pakistan) et le Pakistan. Ceci constituerait sans doute un test ultime pour la solidité du lien panturc.

236-L'heure du bilan

Le problème demeure néanmoins de déterminer quelle a été la contribution réelle de la politique culturelle aux diverses tendances observées ci-dessus. Bien qu'il soit impossible de répondre de façon définitive à cette question dans le cadre limité de cette étude, un certain nombre d'éléments laissent supposer que la nouvelle diplomatie turque n'est pas un facteur à négliger. Parmi ces éléments se trouvent les efforts, et la confiance sans cesse renouvelée, que les dirigeants turcs placent en elle. Pour eux il ne fait pas de doute que la TIKA et les autres organisations gouvernementales turques ont 'contribué de façon importante' aux changements culturels, politiques

et économiques survenus dans le monde turc et à l'amélioration des relations inter-turciques. Un certain nombre de résultats concrets peut être plus directement rattaché à la politique culturelle mise en place par la Turquie depuis dix ans. Au chapitre de la politique linguistique, Ankara se félicite de voir que la langue turque est en passe de devenir une langue internationale et que, chaque année, des milliers d'étudiants étrangers se rendent en Turquie. En ce qui concerne la dimension religieuse, le modèle turc d'islam séculaire continue – comme il a été souligné plus haut – de connaître un succès unanime auprès des républiques turciques. Mais les progrès les plus notables ont été obtenus dans le domaine de l'éducation. Ainsi que le notent des études récentes, la campagne éducationnelle de la TIKA, à savoir l'installation d'un vaste réseau d'enseignement et l'organisation d'un système de bourses et d'échanges, aurait eu un impact particulièrement favorable sur l'influence turque. En permettant de former et de remodeler l'identité des futures élites, celle-ci aurait notamment encouragé la restructuration culturelle et sociale de ces pays. Ce faisant, elle aurait également fortement influencé le développement des relations économiques et culturelles entre la Turquie et les Républiques d'Asie centrale en aidant notamment à accroître le prestige du modèle turc et en éveillant une sympathie pro-turque chez les nouvelles classes dirigeantes.

Après dix ans d'activité, il s'avère que, comme escompté, les médias et les télécommunications globales ont eut un impact profond sur l'identité et les habitudes de vie des jeunes turcophones. Les médias ont eu une influence importante sur la culture politique des sociétés turciques et en particulier sur l'émergence d'une société civile analogue à celle de la Turquie. Des nouvelles analyses montrent également "comment le capitalisme et la nouvelle télévision ont influencé les normes concernant les femmes". Et même si, une nouvelle fois, la prudence s'impose en ce qui concerne l'impact sociologique concret de la politique télécommunicationnelle d'Ankara, la puissance et l'influence des télécommunications turcs sont indiscutables et de moins en moins discutées.

Par ailleurs, il semble cohérent de dire que l'influence turque augmentera encore plus vite lorsque la génération de dirigeants centre-asiatiques fortement marqués par des réflexes acquis au temps de l'ère soviétique auront quitté le pouvoir. Jaloux de leur pouvoir et n'ayant pas encore appris les règles du jeu démocratique, ils n'ouvrent leur pays que très lentement, n'hésitant pas dès que leur pouvoir est menacé à limiter les libertés publiques et réduire l'influence occidentale (cf les événements d'Andijan en Ouzbékistan au printemps 2005) dont la Turquie est bon an mal an perçue comme un allié.

Conclusion

Depuis plus de dix ans, la Turquie met en œuvre dans le monde turc une politique culturelle novatrice, fondée sur l'exploitation de la force en douceur de ses normes culturelles, qui préfigure sans doute la diplomatie de persuasion du XXI^e siècle. La Turquie est en effet rentrée de plein pied

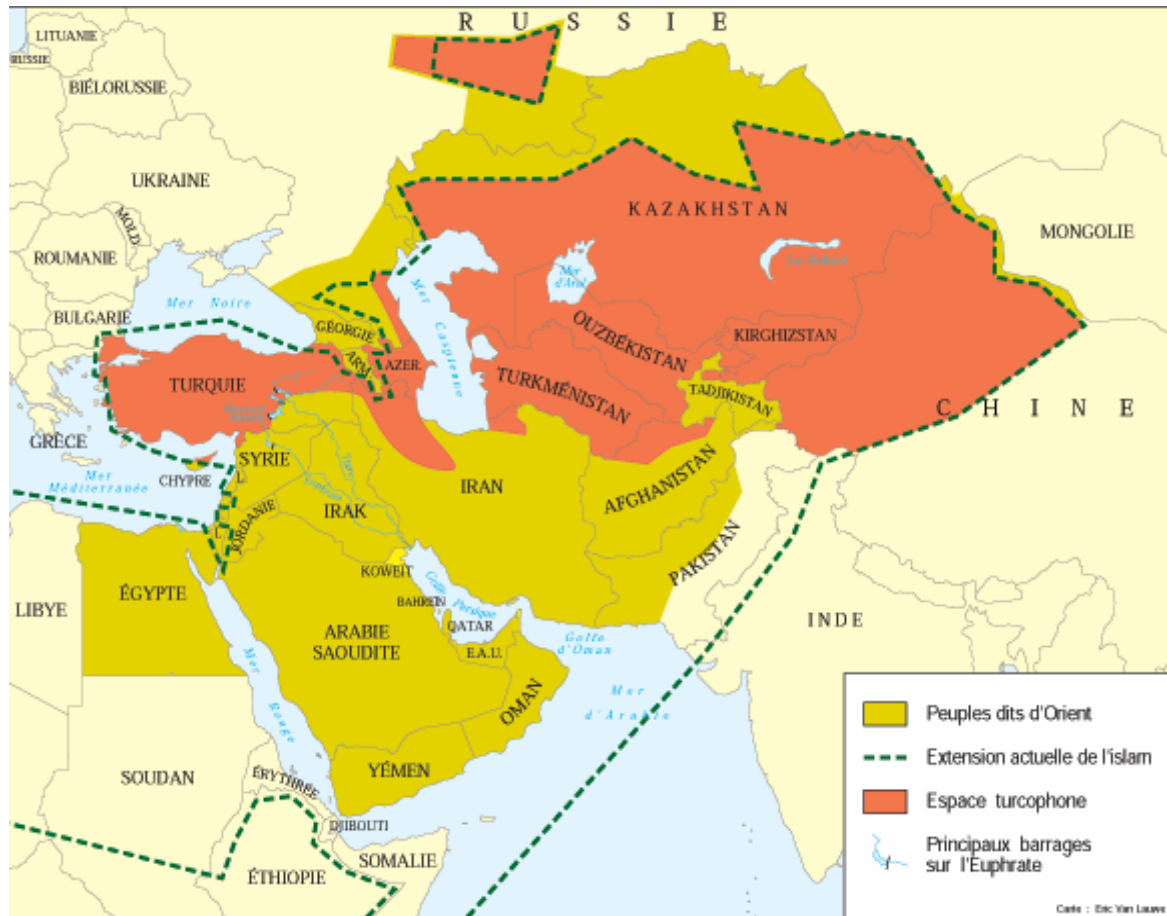
dans les relations internationales de demain en appliquant une stratégie ingénieuse qui a réussi à instrumentaliser le passé tout en sachant s'adapter à la réalité du nouveau contexte international et à la technologie de l'avenir.

Au moment de sa mise en place au début des années 1990, la nouvelle diplomatie turque a été mal comprise. Les plus enthousiastes ont surévalué sa capacité parlant du 'nouvel empire ottoman' et du 'siècle turc' qu'elle permettrait de bâtir. A l'inverse les plus sceptiques se sont empressés d'y voir une chimère et, négligeant de prendre le recul suffisant, ont hâtivement conclu à son inefficacité. Ce que ces analystes ont été incapables de comprendre c'est que la politique culturelle est avant tout une stratégie pragmatique qui se situe dans le temps long. Rares ont été ceux qui ont vu que la diplomatie turque et l'utilisation qu'elle faisait des liens culturels constituaient des garanties pour une meilleure coopération à long terme. Dès 1993, ces observateurs lucides annoncent qu'à long terme, la Turquie peut considérer l'Asie turcophone et ses ressources naturelles comme un marché qui lui est ouvert. Ils saisissaient déjà le fait que la Turquie dispose des atouts culturels et technologiques les plus importants pour jouer la carte du monde turcophone asiatique à condition qu'on lui laisse le temps de faire ses preuves. La même approche s'impose dix ans plus tard : Aujourd'hui, l'intérêt de la Turquie réside dans l'accroissement des relations culturelles, scientifiques et économiques avec les Républiques turcophones – Dans cette perspective, la Turquie poursuit un certain nombre d'initiatives qui, même si elles sont discrètes et ne font pas la une des journaux, sont cruciales en ce qui concerne le rapprochement des peuples des Républiques turcophones et de Turquie et dont l'importance ne va apparaître que dans le long terme. Mais quelle que soit la forme que revêtira cette solidarité régionale turcophone demain, il apparaît dès à présent qu'elle sera rendue possible par les avancées que la politique culturelle a permis de réaliser depuis la fin de la guerre froide.

Après une décennie de politique culturelle, les observateurs sont on ne peut plus optimistes quant au rôle régional de la Turquie. Même si elle n'est pas parvenue à bâtir, comme l'espérait le président Demirel, un empire turcique s'étirant de la Grande Muraille à l'Adriatique, elle s'affirme néanmoins comme un acteur clef de la nouvelle sphère eurasiatique. Lors de sa dernière visite officielle à Ankara, le président américain ne déclarait-il pas que la Turquie allait 'contribuer de façon cruciale à la fabrication du 21^e siècle' à cause de sa position vitale au carrefour politique et culturel de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Cette dernière est surtout parvenue, en ravivant les liens ethno-culturels des républiques turciques, à donner corps à l'idée de 'Monde Turc' encore fantasque il y dix ans. Les observateurs estiment maintenant que le concept de 'Grande Asie centrale' pour laquelle a œuvré la diplomatie turque s'impose désormais pour parler de cette zone construite sur des liens culturellement forts et animée depuis quelques années par une dynamique propre: Sous l'angle géopolitique, cet espace pourrait devenir pertinent dans l'avenir. Les régions en

question s'inscrivent en effet dans des dynamiques distinctes de celles qui traversent le monde arabe. Il fait de moins en moins de doute que l'assise culturelle est le socle sur lequel continue de se construire ce nouveau système. En somme, la construction d'un Turkestan culturel est un phénomène d'importance majeur dont il convient de tenir compte pour comprendre les développements politiques futurs dans cette région qui occupe une place désormais cruciale dans les relations internationales.

Annexe 1 : Espace linguistique turcophone



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- BAYRAM Balci, *Missionnaires de l'Islam en Asie Centrale: les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris ; Maisonneuve et Larose, 2003
- BENOIST-MECHIN Jacques, *Mustapha Kémal ou la mort d'un empire* ; Albin Michel, 1954
- BOZARSLAN Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine* ; la Découverte, 2004
- CAGNAT René, *La rumeur des steppes*, Paris, Payot, 1999, 252 p
- CARRÈRE d'ENCAUSSE Hélène, *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990, 431 p.
- EISENBAUM Boris, Paris ; Grasset, 2005
- *Le rôle géostratégique de la Turquie*, Actes du colloque organisé sur ce thème par l'IRIS le 29 novembre 1994 à l'Assemblée nationale, à Paris et édités à Villetaneuse, IRIS, 1995.
- KARAM Patrick, *Le nouveau grand jeu de l'après 11 septembre* ; L'Harmattan, 2003
- POUJOL Catherine, *Dictionnaire de l'Asie Centrale*, Paris ; Ellipses marketing, 2001
- RABALLAND Gaël, *L'Asie Centrale ou la fatalité de l'enclavement*, Paris ; L'Harmattan, 2005
- REZA-DJALILI Mohamed et KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, Paris ; Presses Universitaires de France, 2003
- ROY Olivier, *La Turquie aujourd'hui : un pays européen ?*, Paris ; Universalis, 2004
- ROY Olivier, *L'Asie Centrale contemporaine*, Paris ; Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 2001
- ROY Olivier, *Les illusions du 11 septembre : le débat stratégique face au terrorisme*, Paris ; Seuil (la république des idées), 2002
- VANER Semih, *La Turquie*, Paris ; Fayard (littérature générale), 2005
- ZARCONI Thierry, *La Turquie moderne et l'islam* ; Flammarion, 2004

Ouvrages en anglais

- CLOGG Richard, *A History of the Balkans*, Oxford; Oxford University Press, 1996
- DEVLET Nâdir (sous la dir. de), *Turkic Studies in the World and Turkey*, Istanbul, Université de Marmara, 1987, 130 p.

- FULLER Graham, LESSER Ian O., *Turkey's New Geopolitics, From the Balkans to Western China*, Boulder, Westview Press, 1993, 190 p.
- LEWIS Robert A., *Geographic Perspectives on Soviet Central Asia*, Londres, Routledge, 1992, 323 p.
- SMITH Graham, *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, Londres, Longman, 1996 (2e éd.), 524 p.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- AKAGÜL Deniz, "L'insertion des républiques turcophones dans l'économie mondiale et le rôle de la Turquie" in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turcoiranien* n° 16, juil.-déc. 93, p. 273-295.
- BISTOLFI Robert, « Turquie, la 28° étoile ? Un défi à relever », *revue Confluences Méditerranée* n° 52, *l'Harmattan*, Hiver 2004-5
- BOZDEMIR Michel M., "Les Turcs de l'extérieur et la République de Turquie : une politique absente comme "Realpolitik", *L'Afrique et l'Asie Modernes*, n° 163, 1989/1990, pp. 82-92.
- CHETERIAN Vicken, »Washington, Moscou, Pékin : le grand jeu », *Le monde diplomatique*, mars 2005
- CHETERIAN Vicken, »L'Asie Centrale entre nationalisme et islamisme », *Le monde diplomatique*, mars 2005
- COLLECTIF, « La mémoire et ses supports en Asie Centrale », *Les cahiers d'Asie Centrale*, 2000
- DEMIREL Süleyman, "L'heure turque", entretien avec Hélène Da Costa, in *Politique Internationale*, n° 56, été 1992, pp. 347-354.
- DUDOIGNON Stéphane (sous la dir. de), "Le réformisme musulman en Asie centrale", Numéro spécial des *Cahiers du monde russe*, n° 37, janvier-juin 1996.
- DUDOIGNON Stéphane, "Le renouveau politique en Asie centrale", *Nouveaux Mondes*, n° 4, printemps 1994, pp. 129-151.
- PÉROUSE Jean-François, "Le monde turc à l'épreuve de la réalité ", *Limes* (Lyon, éditions Golias), n°1, hiver 1999-2000, pp. 65-79.

- PISANI Francis, «Les doux penseurs de la cyberguerre », *Le monde*, 7 octobre 2002
- ROY Olivier (sous la dir. de), “Des ethnies aux nations en Asie Centrale”, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59/60, Aix-en-Provence, Edisud, 1992, pp. 15-162.
- ZARCONI Thierry, “Le soufisme en renouveau”, in *Les Cahiers de l’Orient*, n° 30, 1993, pp. 131-139.
- COLLECTIF, Monde turc. Forces et ambitions, dossier de la *Revue française de géoéconomie*, n° 9, printemps 1999.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- BENNIGSEN Alexandre, “Several Nations or One People? Ethnic Consciousness Among Soviet Central Asian Muslims”, *Survey*, n° 3, 1979, pp. 51-64.
- HYMAN Antony, “Moving Out of Moscow’s Orbit : The Outlook for Central Asia”, *International Affairs*, vol. 69, n° 2, 1993, pp. 289-304.
- MAKOVSKY Alan, “The New Activism in Turkish Foreign Policy”, *SAIS Review*, vol. 19, n° 1, Winter-Spring 1999, pp. 92-111.

ARTICLES DE REVUES EN TURC

- HAYIT Baymirza, “Türkistan Terimi Üzerine” (sur le terme de Turkestan), *Türk Dünyası Arastirmalari*, n° 53, avril 1988, pp. 22-34.
- KIRIMLI Meryem, “Uzbekistan In The New World Order”, *Central Asian Survey*, 16 (1), 1997, pp. 53-64.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>I. L'UTILISATION DES MOYENS TRADITIONNELS DE PUISSANCE ENTRAÎNE</u>	
<u>LA TUROQUIE VERS DES DESILLUSIONS</u>	2
<u>11. Une démarche volontariste visant à instaurer un leadership</u>	2
111. La doctrine du panturkisme	3
<i>1111. L'élaboration du concept en Turquie</i>	3
<i>1112. L'exportation de ce concept</i>	4
112. L'exploitation forcenée d'un contexte politique particulier	4
<u>12. Ce rêve d'influence se heurte à de nombreuses difficultés</u>	5
121. La Turquie n'a pas les moyens de sa politique	6
122. Les ambitions des autres puissances en Asie Centrale	7
<i>1221. Russie</i>	7
<i>1222. Etats-Unis</i>	8
<i>1223. Iran</i>	9
<i>1224. Chine</i>	9
123. Les susceptibilités nationales	10
<i>1231. Peu de favoritisme pro-turc</i>	10
<i>1232. Les difficultés de la realpolitik</i>	11

<u>II.L'UTILISATION DE LA CULTURE COMME SOFTPOWER</u>	14
<u>21. La culture comme élément déterminant de la nouvelle politique étrangère turque</u>	14
211. La culture comme instrument d'influence	14
212. L'analyse turque	15
<u>22. Une véritable machine de guerre culturelle</u>	15
221. TIKA et TURKSOY	16
222. Une diplomatie high tech	16
223. Les nouveaux ambassadeurs du panturkisme	17
224 . L'alphabet	18
225. Homogénéisation de la langue	19
226. La promotion d'une mémoire commune	19
227. La conquête des cerveaux	20
228. Panturquisme et panislamisme	21
<u>23. Projection et institutionnalisation des normes culturelles turques à l'étranger favorisent les intérêts politiques et économiques</u>	22
231. Dans le domaine culturel	22
232. Dans le domaine politique	23
233. Dans le domaine stratégique et militaire	23
234. Dans le domaine économique	24
235. Dans le domaine des hydrocarbures	25
236. L'heure du bilan	25

CONCLUSION	26
ANNEXES	
Annexe 1 : L'aire turcophone en Asie Centrale	29
BIBLIOGRAPHIE	30